

## Editorial

### **L'Europe face à la crise sanitaire, sociale, économique et politique**

Aucun pays n'est épargné par la crise économique et sociale à la suite de la pandémie du Covid 19, ce qui force l'Union Européenne à innover en se créant des opportunités.

La crise sanitaire, puis économique va-t-elle être le point de départ d'une nouvelle Union Européenne, plus sociale et plus solidaire ?

Déjà le dispositif SURE a mobilisé 100 milliards d'€ permettant à un quart des 160 millions de travailleurs européens de bénéficier du chômage partiel (11 millions en France, 10 millions en Allemagne, 8 millions en Italie, 4 millions en Espagne) et c'est la première fois qu'il y a une réponse européenne commune pour lutter contre le chômage.

De même le 11 mai 2020, les ministres des finances de la zone Euro ont permis aux Etats membres de recourir aux fonds du mécanisme européen de stabilité (MES) pour financer les dépenses liées à la santé.

Le modèle social européen est bel et bien réel ! Accès à la santé pour tous, protection des travailleurs et il est important que les citoyens voient que l'Europe influe sur leur quotidien, en les protégeant et sans laisser personne sur le bord du chemin.

Après 4 jours d'un sommet européen marathon du 17 à la nuit du 20 juillet 2020 les chefs d'Etats et de gouvernements des 27 pays de l'Union Européenne se sont mis d'accord pour un plan de relance de 750 milliards d'€ pour soutenir l'économie européenne après l'épidémie du coronavirus.

Ce plan se décompose en 390 milliards de subventions allouées aux régions et secteurs économiques les plus frappés par la pandémie. Ce sera la dette commune à rembourser par les 27 Etats membres et 360 milliards d'€ de prêts remboursables par les pays demandeurs.

A ces sommes s'ajoute le budget européen de 1074 milliards d'€ de 2021 à 2027 (soit 154 milliards d'€ par an) et comme l'a dit Charles MICHEL le Président du Conseil Européen « *Pour la première fois dans l'histoire européenne, le budget est lié aux objectifs climatiques et le respect de l'Etat de droit devient une condition pour l'octroi des fonds* »

Jamais dans le passé l'Union Européenne n'avait décidé d'investir de manière aussi ambitieuse dans l'avenir ! Sommes-nous à l'aube d'une nouvelle Union Européenne, plus impliquée économiquement, plus solidaire socialement ?